

Twitter, Facebook, nouveau terrain de jeu des négationnistes

Les réseaux sociaux sont connus pour être un déversoir de haine, où certains se cachent derrière la liberté d'expression et l'anonymat pour tenir des propos racistes, antisémites ou violents. Et la négation du Génocide des Arméniens augmente elle aussi fortement sur Internet.

■ PAR BOGHOS GARODOUNI

Fin décembre, l'Association pour la recherche et l'archivage de la mémoire arménienne (ARAM) a publié une étude sur l'évolution des propos négationnistes sur les réseaux sociaux, entre 2015 et 2018, et notamment sur Twitter et Facebook. "On note une forte augmentation des publications négationnistes en langue française, sur Twitter en 2018" s'est alarmé Jacques Ouloussian, le président de l'association, s'inquiétant du manque de réactions des autorités. Une alerte



Voici le genre de message que l'on peut lire par dizaines. On y trouve les habituels arguments négationnistes de la Turquie mais aussi des propos complotistes et révisionnistes

au Procureur de la République de Marseille, des courriers à la DILCRAH (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT) ou au Secrétaire d'Etat en charge du numérique, sont restés sans réponse.

Début janvier 2019, l'association a aussi adressé un courrier au Directeur général du réseau social Twitter pour connaître les directives qu'il envisage de donner pour enrayer la prolifération de ces propos. "A ce jour, malgré de nombreux signalements, rares sont les publications ou les comptes qui sont supprimés ou fermés" a indiqué Vartan Arzoumanian, auteur de cette étude pour l'association.

Inaction du Gouvernement français

Ce silence est en corrélation avec l'inaction du Gouvernement français.

En 2018, le Gouvernement a lancé une mission gouvernementale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur Internet. Un rapport qui a été remis par les auteurs (La députée LaREM, Laetitia Avia, Karim Amellal enseignant et entrepreneur dans le digital et Gilles Taïeb vice-président du CRIF) au Premier ministre Edouard Philippe : 70 pages et aucune mention du Génocide des Arméniens et de sa négation sur les réseaux sociaux ; 170 personnalités auditionnées dont aucune issue du tissu associatif de la communauté arménienne.

Relevons que le secrétaire du Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) a été auditionné et que Ahmet Ogras, actuel président du Conseil français du culte musulman a été le président de ce même CCMTF...

La notoriété du Génocide

Si la négation du Génocide de 1915 et les discours de haine se développent sur Internet, la notoriété de ce génocide a augmenté ces dernières années.

En 2018, si 15% des Français n'ont jamais entendu parler du Génocide des Arméniens, selon un récent sondage IFOP, en 1996, ce chiffre était de 69% lors d'un précédent sondage de l'Institut Louis Harris.

Concernant le génocide des Juifs, il reste plus connu que d'autres génocides du XX^e siècle : 90% des Français ont entendu parler de l'Holocauste, 85% du Génocide des Arméniens et 79% du génocide des Tutsis du Rwanda.

Si on détaille ce sondage, on peut relever que 30% des sondés âgés de 25 à 34 ans n'ont jamais entendu parler du Génocide des Arméniens. "Ce chiffre doit nous alerter. Il faut renforcer la transmission de l'histoire du Génocide des Arméniens et les outils favorisant sa mémoire. Le défi pour les prochaines générations est de conforter le travail d'enseignement et d'éducation. C'est un défi de continuer ce travail sans les témoins, simplement avec la force du témoignage" a réagi Jacques Ouloussian, le président d'ARAM et de conclure : "L'école républicaine doit être le pilier de la politique éducative". ■